

NET INFOS

Lundi 17 août 2020



L'effet de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité économique en Algérie : Réduire la vulnérabilité des finances publiques

Les sources de vulnérabilité de l'économie en Algérie, mises en évidence par la propagation de la pandémie de la Covid-19, sont essentiellement liées à la dépendance des finances publiques du pays vis-à-vis du secteur des hydrocarbures.

Dans son analyse, l'universitaire Kaci Saïd considère cette pandémie comme «un évènement aléatoire dont les conséquences socio-économiques sont difficiles à schématiser à moyen et long terme». En effet, du fait d'«une structure économique et financière extrêmement tributaire du secteur des hydrocarbures», le pays se retrouve «face au défi de gérer les répercussions des fluctuations du marché pétrolier mondial sur son économie, à court et à moyen terme. Aussi, il est à craindre qu'«à long terme, la pandémie de covid-19 accentue l'incertitude sur le sens de l'évolution du marché mondial des hydrocarbures», principale source d'alimentation du budget du pays et de financement de l'économie.

L'auteur de l'analyse, qui souligne l'ampleur des impacts de cette pandémie sur l'économie de notre pays, mais aussi sur le front social, a voulu « fournir des pistes de réflexion afin de façonner des plans et des stratégies anti-pandémie qui aideront à atténuer la vulnérabilité du pays face aux éventuels aléas à l'égard des

pandémies». Par la même occasion, il « suggère l'orientation des efforts de la politique économique, afin de réduire la vulnérabilité des finances publiques, vers le renforcement du progrès technique dans le secteur productif du pays». A ce titre, Kaci Saïd évoque l'option d'un «mécanisme endogène d'ajustement budgétaire qui permet de réduire la dépendance du budget d'équipement par rapport à la rente pétrolière».

Il s'agit en fait d'élargir « l'assiette fiscale et d'actionner un mécanisme de remplacement progressif de la partie des dépenses en capital, qui dépend de la rente par la fiscalité non pétrolière ». Aussi, l'analyse met l'accent sur le fait que «la consolidation de la structure financière et économique du pays devra passer nécessairement par le renforcement de l'appareil productif du pays et la réduction de la dépendance de l'économie vis-à-vis du secteur des hydrocarbures, qui constitue une source majeure d'une permanente vulnérabilité économique et sociale».

Développement du numérique : Un enjeu majeur du développement économique

A la veille de la rencontre relative au plan national de relance socioéconomique, qui doit se tenir les 18 et 19 août, le Groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN) a transmis au Premier ministre, Abdelaziz Djerad, une plateforme de propositions pour apporter sa contribution à l'enrichissement du débat sur les enjeux majeurs du développement de l'économie nationale.

Le GAAN a indiqué dans un communiqué qu'il s'inscrit en droite ligne des objectifs de la tripartite que sont « la consolidation du plan national de relance socio-économique, l'édification d'une nouvelle économie nationale sous-tendue par la diversification des sources de croissance, l'économie du savoir, la transition énergétique et la gestion rationnelle des richesses nationales»



Des animateurs de l'"Initiative de réforme des forces nationales" reçus dimanche par le président Abdelmadjid Tebboune

Des animateurs de l'"Initiative de réforme des forces nationales" ont été reçus dimanche par le président Abdelmadjid Tebboune, rapporte la télévision publique.

L'"Initiative de réforme des forces nationales » est composée d'organisations syndicales et économiques ainsi que de personnalités politiques.

L'offre politique avait été lancée la semaine écoulée au cours d'une rencontre tenue à l'hôtel El Aurassi (Alger).

Elle avait regroupé les leaders des partis comme El Fadjr El Djadid, le Mouvement El Moustakbel et le Mouvement El Bina.

L'ancien dirigeant du FIS dissous, Ali Djedi, les partis de Jil Jadid, le parti de la Liberté et la Justice (PLJ) et le Front de la bonne gouvernance (FBG) avaient également pris part à la réunion constitutives.

Ont assisté au même conclave, les présidents du Syndicat des magistrats (SNM), Issad Mabrouk et du Conseil national des imams et de l'Association de défense des consommateurs, Mustapha Zebdi.

Les scouts étaient aussi représentés aux côtés du forum des journalistes algériens, l'association des vétérinaires algériens, de la la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA).

L'"Initiative de réforme des forces nationales" se veut comme une "coalition" source de "propositions" pour "le parachèvement des réformes profondes à même de concrétiser les revendications populaires pour le changement".

Conseil interministériel consacré à la rentrée scolaire, universitaire et de la formation professionnelle

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé samedi un Conseil interministériel, consacré à l'examen de la rentrée scolaire, universitaire et de la formation professionnelle et des préparatifs des examens du Baccalauréat et du BEM, indique dimanche un communiqué des services du Premier ministre.

Ont assisté à ce Conseil interministériel, les ministres en charge de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Formation et de l'Enseignement professionnels ainsi que les ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Habitat.

Ont pris part également aux travaux de ce conseil les présidents des conférences des universités des régions centre, Est et Ouest, précise le communiqué.

Le Conseil a entendu des exposés des ministres, respectivement, de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Formation et de l'Enseignement professionnels concernant les préparatifs pour la prochaine rentrée 2020-2021.

Il a également entendu une communication du ministre de l'Education nationale sur les préparatifs des examens du Baccalauréat et du BEM.

Dans ce cadre, le Conseil a relevé "l'état d'avancement très appréciable des dispositions prises pour assurer les meilleures conditions pour la rentrée scolaire, universitaire et de formation professionnelle, ainsi que les mesures arrêtées au titre du dispositif national d'organisation des examens des examens du Baccalauréat et du BEM dans tous respects (sanitaire, sécuritaire, organisationnel et logistique)", ajoute la même source.

A ce titre, le Conseil a passé en revue "les différents protocoles sanitaires adoptés par l'autorité sanitaire compétente, lesquels comportent l'ensemble des mesures de prévention et de protection contre la propagation de l'épidémie du

coronavirus Covid-19, en insistant particulièrement sur la nécessité de leur mises en œuvre rigoureuse".



Relance de l'économie, coronavirus, référendum, rentrée sociale et des classes

Le lourd agenda de l'exécutif

Ces différents tests auxquels feront face les membres du gouvernement se dérouleront tous sous l'oeil vigilant de Abdelaziz Djerad.

Le gouvernement Djerad a beaucoup à faire. Enormément même. Les hommes du président ne peuvent nullement aspirer à se reposer car ce qui les attend est encore beaucoup plus laborieux que le travail qu'ils ont eu à effectuer depuis leur installation, il y a 8 mois. Les membres du gouvernement en charge des portefeuilles économiques devront dès demain rejoindre le conclave qui les regroupera avec le patronat et les syndicats pour essayer de trouver les moyens à même de relancer l'économie nationale. Un défi majeur durant cette conjoncture particulière marquée par la double crise financière et sanitaire. En effet, les caisses de l'Algérie se retrouvent dégarnies depuis la chute drastique des prix du pétrole, principale source d'entrée d'argent. Une situation à laquelle est venue se greffer la paralysie de l'activité économique depuis l'apparition du coronavirus. Conséquences: des dizaines de milliers de personnes ont perdu leurs emplois depuis février dernier, des centaines de milliers se sont retrouvés sans ressources et autant ont subi un retard dans le versement de leurs salaires. Un coup dur pour l'économie algérienne qui ne manquera pas de se répercuter sur la rentrée sociale.

Une rentrée qui s'annonce des plus difficiles pour le gouvernement devant faire face à la colère citoyenne en raison de la baisse des revenus, la chute du pouvoir d'achat et la hausse du chômage. Parallèlement à cette rentrée, les ministres de l'Education et de l'Enseignement supérieur devront, eux, gérer une autre rentrée: celle du retour en classes et la tenue des examens de fin de cycle. Un gros morceau si on rappelle qu'il s'agit d'assurer la reprise des cours pour près d'une

douzaine de millions entre élèves et étudiants. Le ministre de la Santé, lui, au-devant de la lutte contre le nouveau virus, mènera la bataille de la vaccination, une fois son challenge d'acquérir le vaccin contre le coronavirus, relevé. À la tête du ministère de l'Intérieur, Kamel Beldjoud, devra, quant à lui, quitter beaucoup plus souvent son bureau pour s'enquérir sur le terrain de la mise en application réelle des 80% des décisions du président Tebboune, restées en suspens depuis plus de six mois. Il devra aussi veiller à la préparation du référendum portant révision de la Constitution dont la tenue est annoncée pour les tout prochains mois.

Ces différents tests auxquels feront face les membres du gouvernement se dérouleront tous sous l'oeil vigilant de Abdelaziz Djerad qui, lui est appelé à être sur tous les fronts pour assurer la réussite de l'application du programme du président Tebboune. En fait, il s'agit pour le Premier ministre et ses soldats de donner un vrai coup d'accélération aux actions qu'ils ont l'intention d'entreprendre. Ayant hérité d'une situation peu reluisante dans les différents secteurs, les ministres savent très bien qu'ils n'ont pas droit à l'erreur. Ils sont obligés de travailler vite et bien car ils sont comptables de leurs actions devant le peuple qui, depuis le 22 février dernier, a rompu le mur du silence et ne taira sûrement pas sa colère si les promesses faites ne sont pas tenues. Djerad et son équipe devront apporter des changements concrets et tangibles pour satisfaire les Algériens. C'est là où réside toute la difficulté du chantier auquel s'attaque le gouvernement.

Exportations, vers les pays voisins, Mali, Niger, Mauritanie

Gare au Covid-19!

Le ministère du Commerce a appelé les opérateurs qui utilisent leurs propres moyens à respecter strictement toutes les mesures de protection contre la propagation du coronavirus.

Obligation du respect strict des mesures sanitaires

Le déconfinement ce n'est pas uniquement le fait de retrouver le plaisir des plages, c'est surtout le signal d'une reprise des activités économiques. Les deux situations ont un dénominateur commun: respecter les mesures empêchant la propagation du Covid-19. À ce propos, le ministère du Commerce a annoncé

une nouvelle disposition au profit des opérateurs économiques afin d'encadrer les opérations d'exportation vers les pays voisins (Mali, Niger et Mauritanie). De quoi s'agit-il? «Une nouvelle mesure réglementaire a été prise à l'effet d'encadrer ces opérations en garantissant le transport des produits exportés par le groupe de transport des marchandises et de logistique (Logitrans), jusqu'au point kilométrique (0) sur les frontières avec chaque pays, pour qu'il soit un point de transit et de réception de marchandises par la partie importatrice des pays voisins, et ce dans le respect total de toutes les mesures de prévention et de protection contre la propagation du coronavirus, édictées par les pouvoirs publics», indique un communiqué du département de Kamel Rezig.

Certains opérateurs utilisent, cependant leurs propres moyens. À quoi sont-ils astreints? «Ils sont tenus de respecter strictement toutes les mesures sanitaires de protection contre la propagation du coronavirus, notamment après la livraison des marchandises à l'intérieur des pays importateurs» soulignent les services du ministère du Commerce.

Après huit mois d'activités intenses, le gouvernement reste en état d'alerte maximale

Un été sans répit

La lutte contre la pandémie a été plus éreintante pour certains ministres que pour d'autres.

À un jet de pierre de la prochaine rentrée sociale, le gouvernement est toujours absorbé par une activité intense qui ne cadre objectivement pas avec la saison estivale. Qu'on en juge: hier encore, Abdelaziz Djerad a réuni un Conseil interministériel pour plancher sur les prochaines rentrées scolaire et universitaire. Le Premier ministre, présentement sur tous les fronts, réunira d'autres ministres autour de la très attendue rencontre avec les représentants du patronat et des syndicats. Autour du Premier ministre, les ministres de l'Industrie, du Commerce, des Finances, du Travail, de la PME esquisseront les plans de développement de leurs secteurs respectifs, tenteront de convaincre les partenaires et devront écouter ces derniers pour aboutir à une vision commune pour la relance économique du pays.

Cela pour dire que l'ensemble du gouvernement est en mode «activité maximale», dans un contexte difficile, après plus de 8 mois de travail sans interruption.

Il y a lieu de rappeler les circonstances de l'installation de l'équipe de Abdelaziz Djerad aux premiers jours de l'année en cours. Sitôt nommés par le président de la République, les ministres du gouvernement se sont vus confrontés à une situation de crispation politique, économique et sociale. Le pays sortait d'une crise institutionnelle majeure, une année blanche en terme d'investissement et une attente sociale qui n'allait pas tarder à s'exprimer.

À côté de ce tableau, assez peu reluisant, faut-il le souligner, le Mouvement populaire commençait déjà à prendre quelques colorations partisans qui ne travaillaient pas toutes dans l'intérêt du pays. Autant dire que l'équipe de Djerad n'avait pas bénéficié de la traditionnelle période de grâce, généralement admise dans d'autres pays.

À partir du premier Conseil des ministres, le ton était donné et les membres du gouvernement ont été amenés à faire face à une opinion publique très exigeante qui ne jurait que par l'immédiateté des résultats. Et s'il en fallait des résultats, les procès pour corruption en étaient les «premiers trophées».



قاعدة 49/51 تعود للبرلمان وتثير الجدل:

مستثمرون أجانب مرفوضون بسبب غياب المراسيم التنفيذية لقانون المالية

2020

تساءل نواب لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، عن سبب تأخر المراسيم التنفيذية المنظمة لإجراءات إلغاء القاعدة الاستثمارية 51-49 حيث يتلقى مستثمرون أجانب ردودا سلبية من طرف وزارة التجارة، بحجة عدم استلام أي مراسيم أو تعليمات تحت أو تجيز إلغاء هذه القاعدة الاستثمارية التي أثار الكثير من الجدل منذ تاريخ سنها.

طالب عضو لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني هواري تغيّرسي، وزير التجارة كمال رزيق، بتقديم توضيحات بخصوص ما وصفه بالعراقيل البيروقراطية المتمثلة في عدم إصدار المراسيم التنفيذية الخاصة باستثمار الأجنبي، مشيراً في تصريح لـ"الشروق" أنه رغم صدور قانون المالية التكميلي في الجريدة الرسمية في جوان 2020 إلا أنه إلى حد الساعة لا يزال المستثمرون الأجانب يتلقون ردوداً سلبية على مستوى السجل التجاري بحجة عدم مراسلته من طرف الوزارة، قائلاً "لماذا هذه العراقيل البيروقراطية في عدم صدور المراسيم التنفيذية للاستثمار الأجنبي؟".

بالمقابل، حمل عضو لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني هواري تغيّرسي، الهيئة التشريعية التي ينتمي إليها، مسؤولية تمرير قوانين تفتقد لمراسيم تنفيذية فمن المفروض - حسب - أن يتم إلغاء ورفض أي قانون دون مرسوم تنفيذي، مضيفاً أن القاعدة الاستثمارية 51/49 طالما شكلت نقطة خلاف، وكان من الأجدر توضيحها من قبل المسؤولين عن هذه القطاعات، مشيراً إلى أن تأخر صدور المراسيم التنفيذية المنظمة لإجراءات إلغاء هذه القاعدة تسبب في تعطل الاستثمار خاصة أن لجنة المالية كانت قد تلقت ردوداً سلبية من قبل مستثمرين بخصوص هذه النقطة.

ومعلوم، أن قرار الحكومة بتقليص تطبيق قاعدة الاستثمار 51/49 في قانون المالية جاء بعد مد وجزر بين الرافضين والداعين لتبني هذا المقترح، غير أن الركود الذي شهده مجال الاستثمار في البلاد الذي لم يعد منذ سنوات مستقطباً للاستثمارات الأجنبية عجل في تعديل المادة، حيث لغت هذه القاعدة "الحقل" الاستثماري، ومنعت المستثمرين الأجانب من جلب أموالهم والاستثمار مباشرة في بعض القطاعات غير الاستراتيجية، وحسب مختصين في الاقتصاد، فإن تقليص هذه القاعدة مفيد للاقتصاد الوطني لوجود عدد كبير من المستثمرين الأجانب والجزائريين المقيمين في الخارج، هؤلاء يرغبون - حسبهم - بخلق استثمارات داخل البلاد، لكنهم عجزوا عن ذلك بسبب هذه القاعدة، وبإمكانهم اليوم المجيء للاستثمار أو إقامة شراكة داخلية مع جزائريين.

مشاريع معطلة بسبب غلق الحدود.. ومستثمرون أشقاء عالقون

الباترونا تطلب “فيزا استثنائية” لدخول رجال الأعمال الأجانب إلى الجزائر!

تطالب الكنفيدرالية الجزائرية لأرباب العمل الحكومة بمنح تأشيرات استثنائية ورخص خاصة لرجال الأعمال الأجانب العاجزين عن دخول الجزائر، والمودعين ملفات مشاريع استثمارية تم التأشير عليها من طرف الحكومة، ويعجزون عن استكمالها اليوم، وأكدت الكنفيدرالية على لسان رئيسها بالنيابة ندير بلعباس “هذا الإجراء الاستثنائي هدفه حماية المشاريع وعدم تعليقها وسيتم اتخاذ كافة الإجراءات لمنع تفشي كووورونا عبر هذه الزيارات”، مضيفا “سننظر في الملف في لقاء الثلاثية نهاية الأسبوع”.



خبراء يقترحون عبر “\$” على القمة الاقتصادية بين الحكومة وشركائها

هذه “مفاتيح” تكريس الاقتصاد الجديد وإنهاء عقلية الريع

□ لقاء الغد سيساهم في “عودة الأمل” و”استرجاع الثقة” لدى المتعاملين الاقتصاديين

تلقتي الحكومة بشركائها الاقتصاديين والاجتماعيين، في قمة اقتصادية مصغرة تنطلق أشغالها غدا الثلاثاء لمناقشة الخطة الوطنية للإنعاش الاجتماعي والاقتصادي، حيث أكد خبراء اقتصاديون لـ«المساء» أهمية هذا اللقاء الذي يفتح باب النقاش على مصرعيه أمام كل الأطراف المعنية، من أجل البحث عن أنجع الحلول للأزمة التي تمر بها بلادنا وتداعياتها على المؤسسات والعمال وعلى الوضع العام للبلاد.

الاجتماع سيكون فرصة للتقييم والاقتراح معا، حيث يأتي بعد لقاء تم منذ أسابيع، وأثمر إنشاء لجنة حماية، يرأسها الوزير الأول عبد العزيز جراد، بغرض تقييم الآثار الاقتصادية والاجتماعية لوباء كورونا واقتراح التدابير الكفيلة بمواجهتها.



رئيس كنفدرالية أرباب العمل المواطنين، سامي عقلي «ضيف الشعب»: خطة الإنعاش الاقتصادي إجبارية وليست خيارا

إذا فشلنا لن تكون لدينا القدرة على مواجهة الأزمة

نلتزم بالعمل مع السلطات العمومية لإنجاح المسعى

أكبر عدو بعد «كوفيد 19».. هو الوقت

رافع رئيس كنفدرالية أرباب العمل المواطنين سامي عقلي، لنموذج اقتصادي يختلف عن كل ما عرفته الجزائر سابقا، يكرّس قطيعة مع ممارسات ماضية. ولفت عقلي الانتباه إلى أنّ خطة الإنعاش الاقتصادي لم تطرح كخيار، بقدر ما تكتسي طابعا إجباريا، وخُص إلى أنّه «إذا فشلنا لن تكون لدينا قدرة اقتصادية ولا مالية ولا قانونية لمواجهة أزمة أخرى».

قال سامي عقلي في «ضيف الشعب»، إنّ «المستقبل لبناء نظرة وخطة واستراتيجية جديدة، على أساس نموذج اقتصادي يختلف عن كل ما عرفناه، العالم والاقتصاد العالمي يتغيّر بعدما اضطرت دول عالمية إلى انتظار فتح الموانئ الصينية إثر غلقها بسبب جائحة كورونا لتمويل أسواقهم»، مستجّدات أدّت - أضاف يقول - إلى «تفكير جديد في الاقتصاد، يجعل الجزائر أمام فرصة من ذهب، لتقوم بدور مهم في الساحة الاقتصادية، دور تكميلي بدرجة أولى وليس تقليديا، فالعالم يبحث اليوم عن تمويل لا ينقطع، ويمكن لبلادنا تمويل السوق الأوروبية في غضون 24 ساعة من الجزائر، مقابل مدة لا تقل عن 30 يوما يستغرقها تمويل الدول الآسيوية لها».

واستنادا إلى توضيحاته، يكرّس اجتماع خطة الإنعاش الاقتصادي والاجتماعي المقرر يومي الثلاثاء والأربعاء، «نظرة مستقبلية»، تتناول أهم الانشغالات المطروحة بما يضمن إقلاعا اقتصاديا ناجحا وفعّالا، تأتي في مقدمتها تغيير المنظومة البنكية، محاربة البيروقراطية بطريقة فعّلية، وتكييف المنظومة القانونية مع السوق لجذب المستثمرين وليس تنفيرهم.

ولعل أهم ميزة لا بد أن تتوفر في السوق الجزائرية، أن تكون تنافسية مع أسواق أخرى، لأن التنافس لم يعد محصورا - وفق رؤية «ضيف الشعب» - بين الشركات أو القطاعات، وذهب إلى أبعد من ذلك بتأكيد ضرورة تقديم جواب لكل انشغالات المستثمرين، وأسئلتهم البسيطة ولعل أبرزها: لماذا أختار سوقكم؟ سؤال يستلزم جوابا مقنعا، لاسيما وأنه عكس ما يعتقد البعض، فإنّ المستثمرين لا يصطفون في طوابير انتظار لدخول السوق الجزائرية، وإنما يبحثون عن الأفضل على ضوء منافسة عالمية شرسة».

وفي سياق تبرير طرحه، حرص على التذكير أنّ «المنظومة الاقتصادية كانت مبنية على الربح والمناقصات، في 20 سنة تميزت بإطلاق ورشات بناء كثيرة»، وحال بذلك الطلب العمومي - حسب - دون بناء نسيج صناعي قوي يُمكن اليوم من جلب العملة الصعبة من الخارج، متسائلا: «أين نحن من صناعة السيارات على سبيل المثال في 2020»، وكان ردّه «أننا عدنا إلى نقطة الصفر، وتحديدًا إلى إعداد دفتر شروط، والبحث عن مستثمرين». وخلص عقلي إلى أنّ «النموذج الاقتصادي سيتغيّر لا محالة»، موضّحا أنّ «الكلام اليوم في اقتصاد بعيد 100 بالمائة عن الربح، وبعيد بنفس النسبة عن صندوق عمومي يمول كل شيء»، مشيرا إلى أنّ «الاقتصاد وإن كان يسمح بإنشاء بنى تحتية، إلا أنه لا يعطيك فرصة لبناء اقتصاد»، واستدلّ في طرحه بالمناطق الصناعية المطروحة منذ 20 سنة، دونما حل المشكل الجوهري وهو العقار.